

# Avis et communications

## AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Situation mensuelle de l'Etat  
(février 2023)

NOR : ECOE2310370V

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

---

Situation Mensuelle de l'Etat

---



---

Février 2023

---



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

SOMMAIRE



**Synthèse..... 2**

Faits marquants ..... 2

Chiffres clés..... 4

**Solde d'exécution budgétaire ..... 5**

**Dépenses..... 6**

Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie..... 6

Dépenses du budget général par mission et programme ..... 7

**Recettes ..... 10**

Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) ..... 10

Recettes non fiscales du budget général..... 12

Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attribution de produits ..... 14

**Opérations des comptes spéciaux ..... 15**

**Données patrimoniales..... 16**

Correspondants du Trésor et personnes habilitées ..... 16

Dettes financières de l'Etat ..... 17

**Notes méthodologiques..... 18**



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023**

**FAITS MARQUANTS**

### Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : **-50,324 Md€**

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2023 s'élève à -50,324 Md€ contre -37,626 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant. Cette évolution (-12,698 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 4,897 Md€, une baisse des recettes nettes de 6,802 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,998 Md€.

### Dépenses du budget général (nettes) : **64,096 Md€**

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,589 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,987 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,072 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,638 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 4,997 Md€, essentiellement au titre du programme « Service public de l'énergie » (3,422 Md€) et du programme « Energie, climat et après-mines » (1,152 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,809 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,962 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,026 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,639 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,613 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,582 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2023 s'élèvent à 64,096 Md€ contre 59,199 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (+4,897 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour +2,849 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Ecologie,

► **Mission Sécurités** : 1,780 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,944 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,767 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,734 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,670 Md€) ;

► **Mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** : 1,083 Md€, essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » (1,083 Md€) ;

► **Mission Gestion des finances publiques** : 0,837 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,641 Md€) ;

► **Mission Justice** : 0,819 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Economie** : 0,779 Md€, essentiellement au titre du programme « Développement des entreprises et régulations » (0,706 Md€).

développement et mobilité durables » pour +4,031 Md€, hausse prévue en LFI, et à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -0,727 Md€, mission supprimée en LFI), des dépenses de personnel pour +0,897 Md€ (hausse prévue en LFI) et des dépenses de charges de la dette de l'Etat pour +0,547 Md€.

### Recettes du budget général (nettes) : **22,150 Md€**

*Les principales recettes du mois*

► **IR net** : 8,140 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,512 Md€, dont 1,407 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,497 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,103 Md€, dont 0,610 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,500 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,091 Md€, dont -2,004 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

► **TVA nette** : -3,554 Md€ (montant lié à des reversements pour 10,178 Md€ ainsi qu'à des R&D de 6,433 Md€ pour un montant de recettes brutes avant reversements de 13,058 Md€).



## Situation Mensuelle de l'Etat Février 2023

## FAITS MARQUANTS

### Recettes fiscales (nettes) : 31,064 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2023 s'élèvent à 31,064 Md€ contre 37,941 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-6,877 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes

de TVA nette pour -5,880 Md€ (écart essentiellement lié à des encaissements de février de la DGE restant à constater) et par une diminution des recettes d'IS net pour -0,737 Md€ (baisse prévue en LFI).

### Recettes non fiscales : 1,171 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2023 s'élèvent à 1,171 Md€ contre 1,032 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (+0,139 Md€) s'explique

notamment par une augmentation des produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence pour +0,093 Md€.

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -10,471 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2023 s'élèvent à -10,471 Md€ contre -10,362 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,109 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,552 Md€ et par une baisse des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,443 Md€.

### Fonds de concours et attributions de produits : 0,386 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin février 2023 s'élèvent à 0,386 Md€ contre

0,342 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant, soit une évolution de +0,045 Md€.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -8,378 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,403 Md€ et des recettes pour 5,516 Md€ (dont 2,975 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,810 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des dépenses pour 2,900 Md€ (essentiellement l'achat d'actions et d'OCEANES de la société EDF pour 2,839 Md€) et des recettes pour 3,511 Md€ (essentiellement la reprise par l'Etat de la dotation en numéraire de l'établissement public Bpifrance pour 3,500 Md€) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2023 s'élève à -8,378 Md€ contre -7,380 Md€ à fin février 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,998 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 1,170 Md€, correspondant à des avances versées à l'agence de services et de paiement au titre des aides communautaires de la PAC ;

► Le compte « **Soutien financier au commerce extérieur** » présente des recettes pour 1,103 Md€ (principalement le reversement de fonds du compte Natixis pour 0,800 Md€) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,804 Md€ (principalement au titre du paiement des intérêts relatifs à la dette négociable pour 0,651 Md€) et des recettes pour 0,850 Md€ (dont 0,438 Md€ au titre d'abondements par le budget général).

comptes de concours financiers de -1,068 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -0,619 Md€, essentiellement en raison d'une hausse des dépenses prévue en loi de finances initiale).

### Dettes financières de l'Etat au 28 février : 2 352,485 Md€

La dette financière est en augmentation de 40,194 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Les principaux flux nets concernent

essentiellement les titres négociables (hausse des OAT de +49,498 Md€ et baisse des BTF à hauteur de -7,594 Md€).



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023**

**CHIFFRES CLES**

	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumul	
	Février	2023	2022 retraité	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-29 175	-50 324	-37 626	-37 626	-12 698
Dépenses du budget général (nettes)	29 606	64 096	59 199	58 369	4 897
Recettes du budget général (nettes)	4 011	22 150	28 953	28 123	-6 802
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 140	10 528	9 967	9 967	561
- IS *	-420	8	745	745	-737
- TICPE	1 497	2 506	2 692	2 692	-185
- TVA	-3 554	10 754	16 634	16 634	-5 880
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 581	-8 378	-7 380	-7 380	-998
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 840	165 920			
Dette financière de l'Etat	20 623	2 352 485			

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023**

**SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE**

	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumul
	Février	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Dépenses nettes du budget général</b>					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Dépenses de personnel	11 868	24 014	23 117	23 117	897
Dépenses de fonctionnement	2 318	9 939	9 695	9 695	243
Charges de la dette de l'Etat	438	994	448	448	547
Dépenses d'investissement	1 192	3 477	3 273	3 273	203
Dépenses d'intervention	13 710	24 369	21 520	20 690	2 849
Dépenses d'opérations financières	78	227	132	132	95
<b>Total des dépenses (nettes) (I)</b>	<b>29 606</b>	<b>64 096</b>	<b>59 199</b>	<b>58 369</b>	<b>4 897</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>					
Recettes fiscales	8 738	31 064	37 941	37 111	-6 877
Recettes non fiscales	602	1 171	1 032	1 032	139
Prélèvements sur recettes	-5 591	-10 471	-10 362	-10 362	-109
Fonds de concours et attributions de produits <sup>(1)</sup>	263	386	342	342	45
<b>Total des recettes (nettes) (II)</b>	<b>4 011</b>	<b>22 150</b>	<b>28 953</b>	<b>28 123</b>	<b>-6 802</b>
<b>Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>9 603</b>	<b>32 621</b>	<b>39 315</b>	<b>38 485</b>	<b>-6 693</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-25 594</b>	<b>-41 946</b>	<b>-30 246</b>	<b>-30 246</b>	<b>-11 699</b>
<b>Comptes spéciaux</b>					
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 410	964	700	700	264
Solde des comptes de concours financiers	-5 405	-9 749	-8 681	-8 681	-1 068
Solde des comptes de commerce	414	406	619	619	-213
Solde des comptes d'opérations monétaires	-2	-1	-17	-17	16
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 581</b>	<b>-8 378</b>	<b>-7 380</b>	<b>-7 380</b>	<b>-998</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-29 175</b>	<b>-50 324</b>	<b>-37 626</b>	<b>-37 626</b>	<b>-12 698</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL  
PAR TITRE ET CATEGORIE

	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	unité : million d'€. Février	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 868</b>	<b>24 014</b>	<b>23 117</b>	<b>23 117</b>	<b>897</b>
Rémunérations d'activité	6 878	13 826	13 300	13 300	526
Cotisations et contributions sociales	4 876	9 991	9 618	9 618	374
Prestations sociales et allocations diverses	114	196	199	199	-3
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>17 737</b>	<b>40 082</b>	<b>36 082</b>	<b>35 252</b>	<b>4 000</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 077</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>64</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 318</b>	<b>9 939</b>	<b>9 695</b>	<b>9 695</b>	<b>243</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 799	4 616	4 432	4 432	184
Subventions pour charges de service public	519	5 323	5 263	5 263	60
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>438</b>	<b>994</b>	<b>448</b>	<b>448</b>	<b>547</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	438	994	448	448	547
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 192</b>	<b>3 477</b>	<b>3 273</b>	<b>3 273</b>	<b>203</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	886	2 269	2 203	2 203	66
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	306	1 208	1 070	1 070	137
Subventions pour charges d'investissement <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>13 710</b>	<b>24 369</b>	<b>21 520</b>	<b>20 690</b>	<b>2 849</b>
Transferts aux ménages	7 221	11 715	11 152	11 152	564
Transferts aux entreprises	4 400	6 901	4 485	4 485	2 416
Transferts aux collectivités territoriales	970	2 367	2 201	1 371	166
Transferts aux autres collectivités	1 095	3 265	3 566	3 566	-301
Appels en garantie	25	120	115	115	5
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>78</b>	<b>227</b>	<b>132</b>	<b>132</b>	<b>95</b>
Prêts et avances	0	2	0	0	2
Dotations en fonds propres	78	103	23	23	80
Dépenses de participations financières	0	122	109	109	13
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)</b>	<b>29 606</b>	<b>64 096</b>	<b>59 199</b>	<b>58 369</b>	<b>4 897</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION  
ET PROGRAMME

	Mois de février		Cumul à fin février 2023		Cumul à fin février 2022 retraité	Cumul à fin février 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€. <b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>283</b>	<b>194</b>	<b>699</b>	<b>556</b>	<b>849</b>	<b>849</b>	<b>-293</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	193	104	446	307	595	595	-288
Diplomatie culturelle et d'influence	8	9	126	125	164	164	-38
Français à l'étranger et affaires consulaires	82	81	127	124	91	91	33
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>329</b>	<b>347</b>	<b>750</b>	<b>695</b>	<b>701</b>	<b>701</b>	<b>-7</b>
Administration territoriale de l'Etat	214	194	424	382	354	354	28
Vie politique	29	30	69	69	108	108	-39
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	86	123	257	243	239	239	4
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>119</b>	<b>199</b>	<b>430</b>	<b>479</b>	<b>423</b>	<b>423</b>	<b>55</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt <sup>(1)</sup>	23	105	248	297	260	260	37
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	51	50	93	92	73	73	19
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	44	89	90	90	90	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>129</b>	<b>100</b>	<b>636</b>	<b>426</b>	<b>579</b>	<b>579</b>	<b>-153</b>
Aide économique et financière au développement	3	65	109	228	127	127	101
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	127	34	527	198	451	451	-254
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>45</b>	<b>1 083</b>	<b>1 231</b>	<b>1 100</b>	<b>1 197</b>	<b>1 197</b>	<b>-97</b>
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	45	1 083	1 218	1 088	1 176	1 176	-88
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	13	13	22	22	-9
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>224</b>	<b>1 734</b>	<b>13 549</b>	<b>3 422</b>	<b>3 355</b>	<b>3 355</b>	<b>67</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	219	49	248	57	29	29	28
Aide à l'accès au logement	0	1 670	13 295	3 340	3 268	3 268	73
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	7	10	6	16	12	12	3
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-1	1	-1	1	28	28	-27
Politique de la ville	0	0	0	0	11	11	-11
Interventions territoriales de l'Etat	-1	4	1	8	6	6	1
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>164</b>	<b>154</b>	<b>146</b>	<b>146</b>	<b>9</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	38	81	73	67	67	6
Conseil économique, social et environnemental	44	44	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	39	37	35	35	2
Haut Conseil des finances publiques <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>164</b>	<b>134</b>	<b>377</b>	<b>306</b>	<b>296</b>	<b>296</b>	<b>10</b>
Patrimoines	21	23	34	45	71	71	-27
Création	56	42	114	53	22	22	30
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	24	7	105	88	84	84	4
Soutien aux politiques du ministère de la culture	63	62	124	121	118	118	3
<b>DEFENSE</b>	<b>2 374</b>	<b>3 809</b>	<b>5 860</b>	<b>9 810</b>	<b>9 270</b>	<b>9 270</b>	<b>541</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	434	183	590	348	384	384	-37
Préparation et emploi des forces	767	639	1 929	2 079	1 983	1 983	96
Soutien de la politique de la défense	825	1 962	2 992	4 034	3 803	3 803	231
Équipement des forces	348	1 026	349	3 349	3 099	3 099	250
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>58</b>	<b>53</b>	<b>193</b>	<b>111</b>	<b>106</b>	<b>106</b>	<b>4</b>
Coordination du travail gouvernemental	53	48	134	89	75	75	13
Protection des droits et libertés	5	5	59	22	21	21	1
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	10	10	-10
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>4 952</b>	<b>4 997</b>	<b>8 996</b>	<b>8 133</b>	<b>3 996</b>	<b>3 996</b>	<b>4 137</b>
Infrastructures et services de transports	83	82	365	201	197	197	4
Affaires maritimes, pêche et aquaculture <sup>(1)</sup>	39	6	37	16	38	38	-22
Paysages, eau et biodiversité	9	12	93	38	24	24	14
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	423	142	137	137	5
Prévention des risques	699	40	713	50	46	46	4
Énergie, climat et après-mines	429	1 152	961	1 335	196	196	1 140
Service public de l'énergie	3 422	3 422	5 556	5 556	2 648	2 648	2 908
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	225	237	675	622	586	586	37
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	46	46	173	173	124	124	49
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION  
ET PROGRAMME

	Mois de février		Cumul à fin février 2023		Cumul à fin février 2022 retraité	Cumul à fin février 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
<b>ECONOMIE</b>	<b>929</b>	<b>779</b>	<b>1 475</b>	<b>978</b>	<b>179</b>	<b>179</b>	<b>799</b>
Développement des entreprises et régulations	882	706	1 074	832	88	88	744
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	36	72	71	67	67	4
Stratégies économiques	12	37	329	75	24	24	51
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>731</b>	<b>554</b>	<b>1 265</b>	<b>1 087</b>	<b>538</b>	<b>538</b>	<b>549</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	393	393	821	821	324	324	498
Appels en garantie de l'Etat	319	141	413	236	204	204	31
Epargne	20	20	30	30	10	10	20
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 592</b>	<b>6 589</b>	<b>14 122</b>	<b>13 953</b>	<b>13 422</b>	<b>13 422</b>	<b>531</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	2 071	2 072	4 200	4 197	4 064	4 064	133
Enseignement scolaire public du second degré	2 981	2 987	6 038	6 034	5 832	5 832	202
Vie de l'élève	516	565	1 670	1 616	1 475	1 475	140
Enseignement privé du premier et du second degrés	638	638	1 509	1 478	1 436	1 436	43
Soutien de la politique de l'éducation nationale	279	208	452	389	378	378	11
Enseignement technique agricole	108	119	252	239	238	238	2
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>921</b>	<b>837</b>	<b>1 881</b>	<b>1 673</b>	<b>1 630</b>	<b>1 630</b>	<b>43</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	697	641	1 405	1 253	1 229	1 229	24
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	76	62	192	165	144	144	21
Facilitation et sécurisation des échanges	148	134	284	255	258	258	-2
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>228</b>	<b>183</b>	<b>392</b>	<b>318</b>	<b>162</b>	<b>162</b>	<b>155</b>
Immigration et asile	134	110	289	244	155	155	90
Intégration et accès à la nationalité française	94	73	103	74	8	8	66
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>989</b>	<b>819</b>	<b>2 234</b>	<b>1 909</b>	<b>1 907</b>	<b>1 907</b>	<b>2</b>
Justice judiciaire	429	331	828	715	732	732	-17
Administration pénitentiaire	369	327	699	699	687	687	12
Protection judiciaire de la jeunesse	108	98	318	166	139	139	27
Accès au droit et à la justice	15	16	231	221	269	269	-47
Conduite et pilotage de la politique de la justice	68	46	158	106	79	79	27
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1	0
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>56</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>-4</b>
Presse et médias	1	7	56	39	43	43	-3
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0	0	0
<b>OUTRE-MER</b>	<b>1 125</b>	<b>57</b>	<b>1 315</b>	<b>103</b>	<b>503</b>	<b>503</b>	<b>-400</b>
Emploi outre-mer	1 053	26	1 093	45	424	424	-379
Conditions de vie outre-mer	72	31	223	58	79	79	-21
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>0</b>	<b>148</b>	<b>-1</b>	<b>180</b>	<b>507</b>	<b>507</b>	<b>-327</b>
Écologie	0	130	0	143	231	231	-88
Compétitivité	0	9	-1	28	192	192	-164
Cohésion	0	9	0	9	84	84	-75
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE<sup>(2)</sup></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>735</b>	<b>735</b>	<b>-735</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	727	727	-727
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	8	8	-8
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 077</b>	<b>1 077</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>64</b>
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	518	518	53
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION  
ET PROGRAMME

	Mois de février		Cumul à fin février 2023		Cumul à fin février 2022 retraité	Cumul à fin février 2022 consommé	Ecart cumulé 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>4 636</b>	<b>559</b>	<b>20 766</b>	<b>5 187</b>	<b>5 189</b>	<b>5 189</b>	<b>-1</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	194	50	13 756	3 497	3 360	3 360	137
Vie étudiante	1 133	217	1 817	660	784	784	-123
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2 093	148	2 094	150	580	580	-430
Recherche spatiale	753	45	1 778	448	0	0	448
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1	24	805	322	315	315	7
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	318	6	318	6	110	110	-105
Recherche duale (civile et militaire)	122	49	143	49	0	0	49
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	22	56	56	40	40	15
<b>RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>181</b>	<b>515</b>	<b>5 030</b>	<b>1 463</b>	<b>1 436</b>	<b>1 436</b>	<b>27</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	72	360	3 317	1 006	952	952	53
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	201	200	200	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	109	89	979	257	283	283	-27
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>	<b>180</b>	<b>322</b>	<b>173</b>	<b>322</b>	<b>321</b>	<b>321</b>	<b>1</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	180	321	173	321	316	316	6
Concours spécifiques et administration	0	1	0	1	5	5	-5
<b>REBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS</b>	<b>8 831</b>	<b>8 822</b>	<b>22 938</b>	<b>22 914</b>	<b>19 982</b>	<b>19 982</b>	<b>2 933</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 529	8 520	22 068	22 045	19 152	19 152	2 893
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	302	302	869	869	830	830	39
<b>SANTÉ</b>	<b>1 075</b>	<b>442</b>	<b>1 125</b>	<b>462</b>	<b>435</b>	<b>435</b>	<b>27</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	-5	9	45	30	49	49	-20
Protection maladie	1 081	432	1 081	432	386	386	46
Carte vitale biométrique <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
<b>SECURITES</b>	<b>1 893</b>	<b>1 780</b>	<b>3 800</b>	<b>3 587</b>	<b>3 432</b>	<b>3 432</b>	<b>155</b>
Police nationale	1 021	944	1 988	1 886	1 844	1 844	42
Gendarmerie nationale	805	767	1 717	1 589	1 532	1 532	57
Sécurité et éducation routières	5	2	8	3	2	2	0
Sécurité civile	63	68	88	109	54	54	56
<b>SOLIDARITÉ, INSERTION ET EGALITÉ DES CHANCES</b>	<b>1 598</b>	<b>2 613</b>	<b>27 008</b>	<b>4 823</b>	<b>4 882</b>	<b>4 882</b>	<b>-59</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	47	1 582	12 336	2 522	2 597	2 597	-75
Handicap et dépendance	1 500	980	13 970	1 960	1 960	1 960	0
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	1	1	1	1	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	51	49	702	340	324	324	16
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>64</b>	<b>37</b>	<b>306</b>	<b>87</b>	<b>136</b>	<b>136</b>	<b>-49</b>
Sport	57	33	291	72	124	124	-52
Jeunesse et vie associative	7	4	15	15	12	12	3
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0	0	0
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>78</b>	<b>45</b>	<b>154</b>	<b>72</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>35</b>
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs <sup>(1)</sup>	20	29	20	35	10	10	25
Transformation publique	5	9	8	17	8	8	9
Innovation et transformation numériques	0	0	1	0	0	0	0
Fonction publique	50	3	117	13	12	12	0
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	7	7	6	6	1
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>573</b>	<b>266</b>	<b>1 722</b>	<b>716</b>	<b>944</b>	<b>944</b>	<b>-228</b>
Accès et retour à l'emploi	470	167	1 496	511	789	789	-278
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	11	38	87	94	47	47	47
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	26	9	24	9	9	9	1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	66	51	115	102	99	99	2
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>39 406</b>	<b>38 126</b>	<b>139 725</b>	<b>86 141</b>	<b>78 351</b>	<b>78 351</b>	<b>7 790</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>30 877</b>	<b>29 606</b>	<b>117 657</b>	<b>64 096</b>	<b>59 199</b>	<b>58 369</b>	<b>4 897</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2023

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2023



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GÉNÉRAL  
(NIVEAU DÉTAILLÉ)

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumul	
	Février	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	8 323	16 677	15 570	15 570	1 107
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	143	231	308	308	-77
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	608	2 018	2 331	2 331	-313
Impôt sur les sociétés	599	1 995	2 302	2 302	-307
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	9	24	29	29	-6
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	1 103	3 267	2 917	2 917	350
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	81	351	200	200	151
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	240	932	695	695	237
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	41	106	181	181	-75
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	2	10	10	-8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	2	5	5	-4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	22	18	18	4
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	610	1 551	1 340	1 340	211
Taxe sur les services numériques	0	0	5	5	-5
Taxe d'habitation sur les résidences principales	91	236	294	294	-58
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	24	40	30	30	10
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Recettes diverses	2	17	135	135	-118
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)</b>	1 688	2 859	3 042	3 042	-183
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	2 880	23 138	27 074	27 074	-3 936
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	2 512	4 918	5 850	5 850	-932
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	32	67	179	179	-111
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	36	34	34	1
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	13	24	8	8	16



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GÉNÉRAL  
(NIVEAU DÉTAILLÉ)

	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Février	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		284	610	514	514	97
Mutations à titre gratuit par décès		1 123	1 936	1 795	1 795	141
Contribution de sécurité immobilière		63	138	141	141	-2
Autres conventions et actes civils		32	68	67	67	1
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		44	96	89	89	8
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		32	81	100	100	-19
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		17	31	24	24	8
Timbre unique		20	94	83	83	11
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		15	15	59	59	-44
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité <sup>(1)</sup>		0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures		222	572	1 508	1 508	-935
Autres droits et recettes accessoires		0	1	1	1	0
Amendes et confiscations		4	7	9	9	-2
Taxe générale sur les activités polluantes		1	4	9	9	-5
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débiteurs de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		8	19	23	23	-4
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		7	156	144	144	12
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		3	8	8	8	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		1	1	3	3	-2
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		228	260	246	246	14
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		68	128	98	98	29
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		1	33	68	68	-35
Prélèvement sur les paris sportifs		23	77	125	125	-48
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		3	14	18	18	-5
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		142	284	371	371	-87
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		107	156	127	127	29
<b>TOTAL GÉNÉRAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>		<b>17 258</b>	<b>53 109</b>	<b>57 093</b>	<b>57 093</b>	<b>-3 984</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (net)</b>		<b>8 738</b>	<b>31 064</b>	<b>37 941</b>	<b>37 111</b>	<b>-6 877</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumul	
	Février	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-14</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	15	15	-15
Autres dividendes et recettes assimilées	0	2	0	0	2
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>190</b>	<b>244</b>	<b>228</b>	<b>228</b>	<b>16</b>
Revenus du domaine public non militaire	58	99	64	64	35
Autres revenus du domaine public	0	0	0	0	0
Revenus du domaine privé	62	74	71	71	3
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	70	71	92	92	-21
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>91</b>	<b>212</b>	<b>236</b>	<b>236</b>	<b>-25</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	1	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	89	209	213	213	-4
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	23	23	-21
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	0	0	0
Autres recettes diverses	0	1	0	0	0
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>11</b>	<b>48</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>3</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	13	13	-13
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	1	1	1	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	0	0	1
Intérêts des autres prêts et avances	10	10	14	14	-3
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	3	12	11	11	1
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	-3	23	5	5	17



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>209</b>	<b>279</b>	<b>179</b>	<b>179</b>	<b>101</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	107	122	29	29	93
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	3	6	6	-3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	2	1	1	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	52	106	91	91	14
Frais de poursuite	0	0	3	3	-3
Frais de justice et d'instance	1	1	2	2	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>101</b>	<b>386</b>	<b>330</b>	<b>330</b>	<b>57</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	-1	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	106	106	106	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	12	27	32	32	-5
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	2	2	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	1	1	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1	0
Récupération d'indus	5	14	3	3	12
Recouvrements après admission en non-valeur	8	16	26	26	-10
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	6	9	9	-2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	6	4	4	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	23	62	80	80	-17
Produits divers	1	3	3	3	0
Autres produits divers	42	141	64	64	77
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>602</b>	<b>1 171</b>	<b>1 032</b>	<b>1 032</b>	<b>139</b>

(1) Suppression en LFI 2023



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT  
ET FONDS DE CONCOURS

	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumul	
	Février	2023	2022 retraité	2023 / 2022 retraité	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 091	-5 887	-5 335	-5 335	-552
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 004	-4 009	-4 018	-4 018	9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-485	-776	-240	-240	-536
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-3	-13	3	3	-17
Dotations du local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	0	0	-4
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	-1	-1	1
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-478	-481	-481	3
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-3	-3	0	0	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-18	-18	-18	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-15	-15	-15	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	13	28	5	5	23
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-351	-594	-542	-542	-52
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 500</b>	<b>-4 584</b>	<b>-5 027</b>	<b>-5 027</b>	<b>443</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 591</b>	<b>-10 471</b>	<b>-10 362</b>	<b>-10 362</b>	<b>-109</b>
<b>Fonds de concours et attributions de produits <sup>(1)</sup></b>					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	225	332	288	288	44
Fonds de concours - coopération internationale	38	54	53	53	1
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS <sup>(1)</sup></b>	<b>263</b>	<b>386</b>	<b>342</b>	<b>342</b>	<b>45</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023**

**OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX**

	Mois de février			Cumul à fin février						Ecart cumulé			
	Dépenses	Recettes	2023	Dépenses		Recettes			Soldes			Soldes 2023 / 2022 retraité	
				2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023		2022 retraité		2022 exécuté
	unité : million d'€.												
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>8 113</b>	<b>9 523</b>	<b>13 705</b>	<b>10 015</b>	<b>10 015</b>	<b>14 670</b>	<b>10 715</b>	<b>10 715</b>	<b>964</b>	<b>700</b>	<b>700</b>	<b>264</b>	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	24	87	27	21	21	273	245	245	246	224	224	22	
Développement agricole et rural	0	4	0	2	2	8	7	7	8	5	5	2	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	42	1	50	41	41	32	63	63	-18	21	21	-39	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	25	31	41	25	25	133	63	63	91	38	38	54	
Participation de la France au désendettement de la Grèce <sup>(1)</sup>	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34	34	
Participations financières de l'Etat	2 900	3 511	3 332	91	91	3 542	17	17	209	-74	-74	283	
Pensions	5 124	5 889	10 255	9 801	9 801	10 682	10 320	10 320	428	519	519	-91	
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 932</b>	<b>5 527</b>	<b>20 811</b>	<b>20 012</b>	<b>20 012</b>	<b>11 061</b>	<b>11 331</b>	<b>11 331</b>	<b>-9 749</b>	<b>-8 681</b>	<b>-8 681</b>	<b>-1 068</b>	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	318	8	636	617	617	15	400	400	-621	-216	-216	-405	
Avances aux collectivités territoriales	9 403	5 516	18 944	18 004	18 004	11 040	10 719	10 719	-7 904	-7 285	-7 285	-619	
Prêts à des Etats étrangers	0	0	19	51	51	4	121	121	-15	70	70	-86	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	41	3	42	240	240	3	90	90	-39	-150	-150	111	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics <sup>(2)</sup>	1 170	0	1 170	1 100	1 100	0	0	0	-1 170	-1 100	-1 100	-70	
<b>Comptes de commerce</b>	<b>1 881</b>	<b>2 295</b>	<b>2 919</b>	<b>795</b>	<b>795</b>	<b>3 325</b>	<b>1 414</b>	<b>1 414</b>	<b>406</b>	<b>619</b>	<b>619</b>	<b>-213</b>	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires <sup>(2)</sup>	101	65	181	132	132	242	182	182	61	50	50	11	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	14	28	27	27	28	30	30	0	3	3	-3	
Couverture des risques financiers de l'Etat	253	253	255	5	5	255	5	5	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	47	3	70	62	62	70	175	175	0	114	114	-114	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	804	850	1 494	503	503	1 612	664	664	118	161	161	-43	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Opérations commerciales des domaines	6	5	9	7	7	11	11	11	2	4	4	-2	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	4	4	4	3	3	3	-1	-1	-1	0	
Renouvellement des concessions hydroélectriques <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	654	1 103	878	55	55	1 103	343	343	225	288	288	-63	
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>240</b>	<b>240</b>	<b>6</b>	<b>223</b>	<b>223</b>	<b>-1</b>	<b>-17</b>	<b>-17</b>	<b>16</b>	
Emission des monnaies métalliques	5	5	5	42	42	6	25	25	1	-17	-17	18	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	2	0	2	198	198	0	199	199	-2	0	0	-2	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>20 933</b>	<b>17 350</b>	<b>37 442</b>	<b>31 062</b>	<b>31 062</b>	<b>29 062</b>	<b>23 683</b>	<b>23 683</b>	<b>-8 380</b>	<b>-7 379</b>	<b>-7 379</b>	<b>-1 000</b>	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>20 931</b>	<b>17 350</b>	<b>37 440</b>	<b>30 864</b>	<b>30 864</b>	<b>29 062</b>	<b>23 484</b>	<b>23 484</b>	<b>-8 378</b>	<b>-7 380</b>	<b>-7 380</b>	<b>-998</b>	

<sup>(1)</sup> suppression en LFI 2023

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023

CORRESPONDANTS DU TRESOR  
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		389	54	444
	<b>Organismes à caractère financier</b>		12	-1	10
	Caisse des Dépôts et Consignations		0	0	0
	La Poste		4 834	-731	4 103
	Divers organismes à caractère financier				
	<b>Total organismes à caractère financier</b>		<b>5 235</b>	<b>-679</b>	<b>4 557</b>
	Régions		2 683	460	3 143
	Départements		12 020	-2 338	9 682
	Communes		31 795	-1 232	30 563
	<b>CEPL</b>		18 875	54	18 928
	Établissements publics de coopération intercommunale		2 393	-180	2 213
	Établissements sociaux et médico-sociaux		10 106	-399	9 708
	Autres				
	<b>Total CEPL</b>		<b>77 872</b>	<b>-3 634</b>	<b>74 238</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>		<b>9 230</b>	<b>137</b>	<b>9 367</b>
	Établissements publics nationaux à caractère administratif		26 972	-4 126	22 847
	Établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		22 088	-171	21 916
	<b>Etablissements publics nationaux</b>		5 175	1 141	6 316
	Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		2 305	-738	1 567
	Établissements publics à caractère scientifique et technologique				
<b>Total établissements publics nationaux</b>		<b>56 540</b>	<b>-3 893</b>	<b>52 647</b>	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		<b>8 816</b>	<b>-618</b>	<b>8 198</b>	
<b>Union européenne</b>		<b>3 975</b>	<b>-2 381</b>	<b>1 594</b>	
BPI Groupe financement fonds de garantie		5 986	3	5 989	
GIP		1 887	-56	1 830	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		2 809	1 095	3 904	
EPL		3 338	-287	3 051	
Autres correspondants		0	0	0	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		72	0	72	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		<b>14 091</b>	<b>755</b>	<b>14 846</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>		<b>175 760</b>	<b>-10 312</b>	<b>165 448</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		306	143	449
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		3	20	23
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>		<b>309</b>	<b>163</b>	<b>472</b>
<b>Total Passif (A)</b>			<b>176 069</b>	<b>-10 149</b>	<b>165 920</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)</b>			<b>176 069</b>	<b>-10 149</b>	<b>165 920</b>



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023**

**DETTE FINANCIERE DE L'ETAT  
(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés  
d'avance et dettes rattachées à des participations)**

	unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2023
<b>Titres négociables (A)</b>		<b>2 277 824</b>	<b>41 904</b>	<b>2 319 728</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>		<b>2 129 361</b>	<b>49 498</b>	<b>2 178 859</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)		2 129 361	49 498	2 178 859
<i>dont - taux fixe</i>		1 867 131	45 529	1 912 660
<i>- taux variable</i>		213 940	3 497	217 437
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)		0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>		0	0	0
<i>- taux variable</i>		0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme		0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>		<b>148 463</b>	<b>-7 594</b>	<b>140 869</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)		148 463	-7 594	140 869
Autres titres négociables à court terme		0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>		<b>34 468</b>	<b>-1 710</b>	<b>32 758</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>		<b>2 312 292</b>	<b>40 194</b>	<b>2 352 485</b>



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Février 2023**

**NOTES METHODOLOGIQUES**

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux ». Ces chiffres seront retraités, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2023.

**Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

**Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

**Comptes spéciaux**

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

**Correspondants du Trésor**

Dépensants de fonds au Trésor Public.

**Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**Dépenses et recettes nettes**

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

**Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

**Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

**FMI : Fonds Monétaire International**

**Fonds de concours et attributions de produits**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

**Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

**Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

**Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

**R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

**Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

**Titre**

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.